

“En mer du Nord, là où il y avait cent poissons en 1900, il en reste moins d’un”

Environnement La militante française pour les océans Claire Nouvian nous a accordé un entretien lors de son passage à Bruxelles dans le cadre des Grandes Conférences catholiques.

Entretien Sophie Devillers

Ancienne réalisatrice de documentaire sur la nature, la Française Claire Nouvian, 49 ans, a fondé en 2004 l'ONG Bloom afin de lutter pour la défense des océans, ces vastes écosystèmes menacés de toutes parts.

Quelles sont les menaces les plus pressantes sur l'océan ?

Les émissions de CO₂ et la destruction de la biodiversité et des habitats. Historiquement, le changement climatique n'était pas la cause la plus importante de destruction de l'océan, mais il est en train de le devenir parce que le réchauffement accélère tous les phénomènes en cours. On se retrouve avec une élévation du niveau des mers de quasi un demi-

centimètre par an au niveau global, ce qui entraînerait une submersion de 10-11% de la population mondiale d'ici à la fin du siècle. En outre, plus on augmente les émissions de CO₂, plus l'océan s'acidifie. Là, on suit une courbe où on devrait perdre plus de 90% des récifs coralliens d'ici à 2050. Cela ne représente que 0,1% des fonds marins, mais plus d'un quart de la biodiversité marine.

La pêche industrielle reste néanmoins la première cause de destruction directe des habitats marins et de la biodiversité. Biodiversité dont on a besoin contre le réchauffement climatique... Or une baleine, c'est 1 000 arbres en termes de stockage de carbone. Il y a un intérêt immédiatement utile à maintenir des grandes populations, une abondance d'animaux, bien vivants dans l'eau, jusqu'à ce qu'ils meurent de leur belle

mort dans l'océan. Un thon ou une baleine sont plus intéressants en vivant, mourant et coulant dans l'océan, y stockant du carbone à long terme, plutôt qu'en finissant dans nos assiettes pour faire des mauvais sandwiches.

Quelle est, selon vous, la technique de pêche la plus destructrice ?

Il faut se représenter qu'on a inventé, avec le développement industriel, des machines de guerre. Des bulldozers industriels qu'on fait passer sous l'eau. Un bulldozer pousse des choses devant lui. Ici, c'est le contraire, le bateau tire des choses derrière lui mais c'est la seule différence. Le chalutage de fond consiste à tirer d'énormes filets industriels, lestés de façon à rester sur le fond. On détruit donc non seulement la diversité des animaux, car on attrape tout ce qui se

93%

des excédents de chaleur

La masse d'eau des océans absorbe les excédents de chaleur, générés par la radiation solaire et désormais par nos activités humaines. "L'océan, c'est le grand climatiseur de la planète."



Claire Nouvian, ancienne journaliste et désormais militante pour la cause des océans, à Bruxelles, le 29 janvier 2024.

trouve là et on fait le tri à bord du bateau, mais on détruit aussi des habitats, des écosystèmes. C'est l'ensemble de la planète qui a ainsi été "déboisée". On estime que la "déforestation" sous-marine est 150 fois plus élevée que la déforestation terrestre. L'activité de pêche industrielle a un impact spatial au niveau de l'océan global quatre fois plus élevé que l'agriculture sur Terre. En Europe, ce sont aussi les chalutiers qui génèrent plus de la moitié des captures de juvéniles. Ils sont la cause aussi de 93% des animaux rejetés morts par-dessus bord en Europe (captures accidentelles). Sans oublier les émissions importantes de CO₂ liées à la consommation de carburant car cela demande une énorme puissance motrice.

Cette technique n'est-elle pas en voie de disparition ?

Nous avons gagné contre le chalutage en eau profonde. Auparavant, on allait chaluter jusqu'à 2 000 mètres de profondeur dans tous les océans du globe y compris en Europe. On a gagné l'interdiction du chalutage profond au-delà de 800 mètres donc entre 800 et 2 000 mètres de profondeur. Dans l'Union européenne, cette technique de pêche ahurissante a été interdite au bout de sept ans de combat ici à Bruxelles. Mais nous allons continuer à nous battre. Le commissaire européen Virginijus Sinkevicius, en charge des Océans, a proposé un plan d'action pour l'océan. Il y a mis noir sur blanc que les États membres de l'Union européenne devaient interdire le chalutage. À l'origine, il voulait proposer d'interdire tout le chalutage à l'horizon 2030, mais il y a eu une telle broncha des lobbys industriels qu'il n'a réussi qu'à maintenir dans son plan d'action l'interdiction du chalutage de fond dans les aires marines protégées. Car ce qui est fou, c'est que les aires marines dites protégées au niveau européen ne le sont en fait pas... On peut y chaluter donc on peut y faire passer en permanence des bulldozers ! C'est ahurissant ; on a envie de dire : "Enlevez le label 'protégé' jusqu'à ce que vous ayez fait le boulot." C'est honteux de continuer à mentir et à laisser entendre des choses si fausses que c'en est indigne des institutions !

Y a-t-il des alternatives au chalutage ?

Des pêcheries artisanales avec des méthodes de pêche comme le filet, le casier ou la ligne sont douces pour l'environnement. Dans la pêche, on distingue les arts traînants, où on traîne l'engin de pêche derrière le bateau et qui sont une catastrophe, des arts dormants, où c'est le poisson qui vient au piège. On attend qu'il vienne manger ce qu'il y a dans le casier ou se prendre dans un filet

posé dans l'océan. Il est possible d'avoir une pêche – on vient de faire l'exercice via une étude avec des instituts de recherche publics – où l'on peut gagner sur un tableau social, économique et en minimisant les pertes (au niveau écologique, NdLR). Il faut soutenir les pêches artisanales. Il est en tout cas impossible de continuer la pratique industrielle où l'on massacre les animaux qui sont ciblés, c'est-à-dire les poissons sauvages et en même temps des animaux qui ne sont pas ciblés : les raies, les requins, les tortues, les dauphins...

Doit-on arrêter de manger du poisson ?

On doit de toute urgence réduire drastiquement notre consommation de poisson. En gros, on mange trois fois trop de poissons sauvages par rapport à ce qui serait durable au niveau planétaire. On peut arrêter immédiatement l'aquaculture : le saumon d'élevage est une catastrophe ; ses impacts environnementaux sont déplorables. Pour nourrir le saumon d'élevage, il faut attraper du poisson sauvage et le réduire en farine, en ayant pillé des animaux qui génèrent des pêcheries vivrières en Afrique. Et arrêtez le thon tropical de toute urgence. Ils sont pêchés à la senne, une technique de pêche qui crée une espèce d'énorme enclos rond, sur lequel on tire pour former comme une bourse à l'ancienne. Les sennes industrielles ne sont pas du tout sélectives et entraînent une hécatombe de requins, tortues, raies...

Et chez nous, la mer du Nord a vu disparaître ses gros poissons, dites-vous.

On a réduit de plus de 90% la présence des grands prédateurs dans l'océan depuis 1950. En mer du Nord, c'est déliant. Là où il y avait cent poissons en 1900, aujourd'hui, il en reste moins d'un : 99,2% de la biomasse de poissons de plus de 16 kg a disparu. Oui, on les a mangés ! Historiquement, on a d'abord consommé de grands poissons nobles (cabillauds, baudroies...) qui vivent sur le fond des océans. Comme on a pris tout ce qu'il y avait chez nous, on est allé piller ailleurs. Avec le temps, on est allé chercher nos poissons plus profondément et de plus en plus loin dans d'autres pays. On s'est mis à importer du poisson afin de toujours pouvoir manger les mêmes espèces. Au bout d'un moment, il n'y avait plus les mêmes espèces et on a donc commencé à capturer des poissons (hareng, maquereau...) qui vivent entre deux eaux, afin de les transformer en farine pour le poisson d'élevage et de continuer à trouver de gros poissons dans notre assiette. Cette évolution a donc eu lieu mais de façon invisible pour le grand public. On a décalé notre empreinte écologique toujours plus loin, toujours plus profond et sur des nouvelles espèces.

Les politiciens belges et européens sont eux aussi contaminés aux Pfas

■ Plusieurs organisations environnementales ont réalisé des analyses de sang.

Prise de sang générale. Quatre commissaires européens, le chef de l'Agence européenne pour l'environnement mais aussi six parlementaires européens (ainsi que des personnalités politiques belges) ont vu leur sang prélevé afin d'y chercher la présence de Pfas, ces "polluants éternels" qui font désormais l'actualité.

Trois organisations environnementales (European Environmental Bureau, Chemsec et Bond Beter Leefmilieu) sont à l'initiative de ce coup de sonde qui vise à souligner l'ampleur de cette pollution. Résultat : toutes ces personnalités ont été testées positives.

Au moins quatre et jusqu'à sept types de Pfas ont été retrouvés chez les politiciens européens. Pour l'ensemble des personnes testées, les six autres Pfas n'étaient pas détectables. Si on examine l'exposition moyenne des personnalités politiques qui se sont prêtées à l'expérience, ce sont les Pfoa et les Pfos dont la concentration était la plus élevée. Ces substances sont les plus anciennes de la famille des Pfas et font désormais l'objet d'une interdiction en Europe.

Représentatifs de la population

La concentration moyenne de Pfoa chez les politiciens européens était de 1,28 nanogramme par millilitre et celle Pfos, de 4,98. Chez les huit Belges, là aussi les Pfos et Pfoa étaient les substances les plus concentrées, avec des résultats allant pour le Pfos de 0,37 (la présidente de Groen Nadia Najji) à 1,74 (la ministre flamande Zuhail Demir). Le président du PTB Raoul Hedebouw affiche un "score" de 1,05. Le Pfoa pour sa part, quel que soit le "cobaye", ne dépasse pas 0,51. Bien que ce rapport n'ait pas la portée d'une étude scientifique validée par les pairs et que l'échantillon soit très limité, les résultats trouvés sont représentatifs de ce qu'on sait déjà de la contamination aux Pfas dans la

population européenne moyenne. "Ce rapport sur un très petit échantillon confirme simplement que toute la population européenne est contaminée aux perfluorés. Mais ce n'est ni surprenant, ni nouveau, ni inquiétant", réagit la toxicologue Corinne Charlier (ULiège). En effet, les résultats moyens des politiciens se trouvent sous la "valeur limite de contrôle" existante pour le Pfos et le Pfoa. Cette valeur dite aussi HBM1 est placée respectivement à 5 ng/ml et 2 ng/ml. "Le HBM1 est une valeur en dessous de laquelle on estime qu'il n'y a vraiment aucun problème pour la santé. La majorité des personnes testées sont en dessous de cette valeur de HPM1. Bien sûr, il s'agit d'une moyenne et il y a peut-être des individus qui dépassent ce niveau. Le HBM2 est pour sa part la valeur au-dessus de laquelle on estime qu'il y a des problèmes pour la santé et, manifestement, il y a très peu de gens dans cette cohorte qui le dépassent."

1/2

Conférence internationale sur les Pfas à Anvers

Dans le cadre de la présidence du Conseil de l'UE, le gouvernement flamand tient cette semaine une réunion d'experts sur les Pfas.

De l'eau au Pfoa

Et la scientifique de poursuivre :

"C'est tout à fait normal qu'on soit un petit peu contaminé par des perfluorés puisque nous en rencontrons dans notre quotidien : emballages, cosmétiques, imperméabilisants... Il y en a certainement aussi un petit peu dans l'eau de distribution. Mais ce n'est pas parce que vous allez boire un verre d'eau avec du Pfoa que vous allez être malade. La toxicité n'est pas directe ; les effets sont à long terme. [...] Le problème, c'est quand on dépasse certaines valeurs."

Selon les résultats livrés par les ONG, cinq personnes dépassent tout de même la limite de 2 ng/ml, 5 ng/ml, et/ou la limite qu'elles placent à 6,9 ng/ml pour une combinaison de plusieurs Pfas. Mais en fait, il n'existe pas encore vraiment de chiffres de sécurité pour les cumuls de perfluorés, de même que pour les cinq autres Pfas retrouvés chez les politiciens, relève le P^{re} Charlier, qui précise que le Conseil scientifique créé par la Wallonie mène des recherches sur la question des normes.

Les Pfas constituent "vraisemblablement un facteur de risque supplémentaire pour certaines pathologies", comme le diabète et l'infertilité.

So. De.